



Lundi 26 septembre 2022

Derrière les femmes, l'Iran s'est embrasé

Le 16 septembre dernier, une jeune femme de 22 ans, Mahsa Amini, mourait sous les coups de la police des mœurs en Iran. Son crime était d'avoir porté son voile « de manière inappropriée ». Des Iraniennes – dont les images ont fait le tour de la planète – sont aussitôt descendues dans la rue pour enlever et brûler leur voile, symbole de leur oppression et dont le port a été imposé depuis 1983 par un régime islamiste réactionnaire et misogynie. « Femme, vie, liberté », leur slogan et leur combat font écho à d'autres luttes de femmes pour leur émancipation, en particulier pour le droit à l'avortement. D'où les manifestations de soutien dans le monde. Et la lutte des femmes en Iran a sonné le début d'une mobilisation du pays tout entier contre le régime des ayatollahs et des mollahs.

Dès le lendemain de la mort de Mahsa Amini, tous les commerces ont été fermés au Kurdistan, sa région natale. La mobilisation a pris instantanément un tour politique : des Iraniens et Iraniennes ont exigé la chute de la république islamique : « Mort à la dictature ! » En quelques jours, les rues de 100 villes du pays ont été envahies, et tous les symboles de l'oppression et du régime ont été ciblés : portraits du guide suprême Khamenei, panneaux de propagande, banques, commissariats, préfectures, beaucoup sont partis en fumée. C'est que ce meurtre est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase des oppressions sexistes mais plus largement de la paupérisation et de l'exploitation de classe.

Le pays traverse une période d'inflation bien plus violente qu'en Occident en raison des sanctions économiques que les États-Unis et l'Europe imposent au pays. Ce qui n'empêche que les réactionnaires religieux au pouvoir gouvernent au profit d'une bourgeoisie avide de profits et ennemie farouche des classes populaires. Les salaires des ouvriers comme des ingénieurs ne sont pas toujours payés. L'inflation atteint les 60 %.

Après plusieurs jours de révolte, la détermination contre le régime et sa police est toujours là, surtout dans la jeunesse. L'État voudrait faire taire la contestation par tous les moyens : coupures d'Internet, simulacres de manifestations pro-régime mais surtout accentuation de la répression. La police tire sur les manifestants et on compterait plus de cinquante morts.

Mais la mobilisation continue et prend un tour politique : « À bas l'opresseur, qu'il soit mollah ou shah », entend-on partout (le shah étant le tyran, ami des Occidentaux, qui a été déboulonné en 1979, et remplacé par le régime des ayatollahs). Des démocrates bourgeois attendent leur tour, la situation politique est ouverte et elle est explosive. Le pays a une tradition de grèves et compte des militants déterminés malgré la dure répression. Il est question de grève générale.

Une situation scrutée de près par les dirigeants impérialistes de la planète, car elle présente bien des points communs avec d'autres pays frappés par l'inflation, qui pourraient eux aussi s'enflammer. Une crainte pour eux et un espoir pour nous.

Salaires, indemnités de chômage, retraites : ne nous laissons pas faire !

Les grandes entreprises battent des records de profits, y compris là où l'activité recule. C'est la principale source de la hausse des prix : bénéfices et dividendes reversés aux actionnaires sont dopés par les spéculations et pénuries provoquées par la désorganisation de l'économie mondiale. Cette inflation est une politique des classes dirigeantes, pas une fatalité économique. Macron au service des patrons est en guerre contre nos salaires. Il nous parle de primes défiscalisées, mais nous avons besoin d'augmentations d'au moins 400 euros pour tous, que nos salaires soient indexés sur les prix et pas inférieurs à 1800 ou 2000 euros mensuels. Macron relance par ailleurs son projet de recul de l'âge de départ en retraite à 64 ou 65 ans, sous prétexte de caisses vides alors qu'elles seraient remplies si les salaires étaient augmentés et le chômage résorbé.

**CGT, FSU et Solidaires nous appellent à la grève jeudi prochain, 29 septembre.
Soyons nombreuses et nombreux en grève et dans la rue !**

Site internet :

www.convergencesrevolutionnaires.org

Ça passe ou ça casse

MySIG, le nouvel APIC, arrive avec toutes les séances de formation pour s'habituer aux différents outils de cartographie et de suivi de l'exploitation des réseaux.

Malheureusement, la direction ne met pas les moyens pour prendre en main l'outil. Ce sont donc des formations maison, qui ont pour désavantage de nous prendre beaucoup de temps. On ne sait pas non plus si certains bugs persisteront quand on l'utilisera vraiment, et si des améliorations et développements pourront être apportés. Depuis le temps qu'on l'attendait, on espérait un déploiement plus serein, pour éviter notamment les crises et le stress qu'ont entraînés Odyssee et d'autres logiciels.

A nous de prendre le temps qu'il faudra et ne pas travailler en « mode dégradé » avec un logiciel pourtant tout neuf !

Forte qualité dans la com'

La direction communique beaucoup sur sa charte QVT (qualité de vie au travail). Mais on a l'impression que plus elle en parle, moins elle s'en préoccupe dans les faits. Avoir une salle de pause confortable, du bon café ou d'autres petites choses du quotidien, ça ne coûte pourtant pas très cher pour un grand groupe comme Suez.

A croire que QVT, c'est avant tout de la com'.

Actionnaires à pas cher

Une énième fois, Suez propose à ses salariés de devenir actionnaires. Ils mettent le paquet sur la com' (site internet, ambassadeurs, numéro de téléphone dédié) à croire qu'ils veulent que les employés gèrent la société ? Ce n'est évidemment pas le cas. En tant que petits actionnaires individuels, nous ne déciderions de rien. Ce manège a pour but d'impliquer les salariés à peu de frais puisque les actionnaires salariés ne toucheront que quelques miettes de leur exploitation.

Nous voulons des augmentations de salaire, pas des actions.

Un monopoly avec nos emplois

La semaine dernière, la direction de Suez s'est félicitée du rachat des activités de déchets du Royaume-Uni-R&R UK. Difficile de s'y retrouver dans toutes les opérations financières de ces derniers mois, mais c'est bien Veolia qui l'avait elle-même rachetée à Suez l'an dernier, pour finalement la lui revendre.

Tout ça est peut-être compréhensible pour les amateurs de gros sous comme les actionnaires, mais dans la manœuvre, ce sont avant tout 6 000 salariés anglais qui sont baladés d'une entreprise à une autre.

Alors disons stop au boursicotage de nos emplois !

Derrière le « bouclier énergétique », nos impôts

Élisabeth Borne se vante que la hausse des tarifs ne sera pas aussi importante que chez nos voisins de l'Union européenne, du fait du bouclier énergétique sur les prix du gaz et de l'électricité. Cette modération des prix peut sembler indolore, mais au final elle est bien financée avec le budget de l'État, celui de nos impôts, tandis que les Engie, Total et autres EDF se contentent d'encaisser les chèques.

En plus, le bouclier a déjà quelques trous : s'il répond bien aux demandes du Medef de concerner les entreprises, les habitants des HLM qui se chauffent à l'électricité devront eux payer au prix comptant...

Le capitalisme nuit gravement à notre santé

Un récent rapport administratif met en lumière les inégalités entre les milieux ouvriers et ceux plus aisés concernant l'accès aux soins. Il pointe du doigt que les personnes les plus pauvres sont bien plus exposées au risque de développement de cancers, au surpoids, aux maladies chroniques, aux troubles psychiatriques. Le travail dans cette société, c'est pas la santé.

Et au manque d'argent pour se soigner s'ajoute le manque de médecins : les « déserts médicaux » ne se trouvent pas à Versailles ou dans le 16e arrondissement de Paris !

Le bal des hypocrites autour des réfractaires russes

Depuis l'annonce de la mobilisation dans l'armée par Poutine, des milliers de Russes affluent vers les pays voisins, qu'ils soient opposés à la nouvelle escalade ou simplement terrorisés par l'idée de laisser leur vie pour une guerre absurde. Alors que Poutine a annoncé l'augmentation des peines pour « désertion » à dix ans de prison, la Finlande, la Pologne et les pays baltes ont durci les conditions d'accès aux citoyens russes et s'opposent à l'accueil de réfractaires.

Sous le prétexte bidon d'un danger d'infiltration par la police secrète russe, mais aussi en avançant que ce ne serait que par « lâcheté » que les Russes partiraient aujourd'hui : les vrais opposants auraient dû fuir plus tôt. Les États bourgeois hésitent à encourager la désertion : pour eux, un État qui se respecte a bien le droit d'envoyer sa population à l'abattoir... Tout au contraire, soutenons le courage, en Russie ou ailleurs, de celles et ceux qui refusent de mourir pour leurs dirigeants !

Total et Qatar : il y a de l'argent dans le gaz

Des ouvriers morts par milliers pour construire des stades de foot ? Des femmes aux droits quasi inexistantes ? La multinationale de l'énergie ne s'embarrasse pas de telles considérations : elle vient de signer un nouvel accord de plusieurs milliers de dollars avec l'émirat pour l'exploitation d'un immense champ gazier. Birmanie, Russie, Qatar : Total et les régimes autoritaires, une histoire d'amour qui dure.